



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société KNAUF SUD exploitant une installation de fabrication et de transformation de polystyrène expansé à Colomiers**

**N° 0 2 6**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 80 du 20 juin 2013 autorisant la société KNAUF SUD-OUEST à Colomiers, Z.I En Jacca, 37 chemin de la Salvetat ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 04 février 2021 délivré à la société KNAUF SUD ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 31 janvier 2022 relatif à la visite d'inspection du 27 janvier 2022 de l'installation exploitée par la société KNAUF SUD, sise 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca à Colomiers ;

Considérant que lors de sa visite du 27 janvier 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les poteaux incendie retenus par la société KNAUF SUD pour sa stratégie de défense incendie du site B ne permettent pas de délivrer le débit fixé à l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 susvisé ;

Considérant, par ailleurs, que lors de sa visite du 27 janvier 2022, l'inspection des installations classées a constaté que la distance séparant des poteaux incendie retenus par la société KNAUF SUD pour sa stratégie de défense incendie du site B est supérieure à 150 mètres ;

Considérant que ces constats constituent des manquements à l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 susvisé.

Considérant que le non-respect de certaines dispositions réglementaires résultant des modalités d'exploitation des installations porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société KNAUF SUD de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance de la société KNAUF SUD le 02 février 2022 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société KNAUF SUD n'a pas transmis d'observations au terme du délai imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – La société KNAUF SUD est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Colomiers (31770), 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca, de respecter les prescriptions suivantes sous 10 mois à compter de la notification du présent arrêté :

• Article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 susvisé qui dispose : « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 400 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; [...] »

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société KNAUF SUD.

Fait à Toulouse, le 09 MARS 2022

Pour la Préfecture  
et pour l'application  
Le Secrétaire Général  
  
Doris OLAGNON